

Quatre organisations syndicales protestent contre le projet de vente d'un bâtiment des finances publiques, situé dans le quartier de la Doutre, à Angers (Maine-et-Loire). On vous explique la polémique.

 Ouest-France
Jean-Philippe NICOLEAU.
Publié le 09/01/2024 à 17h51



Les agentes et agents des finances publiques de Maine-et-Loire sont remontés contre le projet de vente d'un immeuble dans la Doutre. | DR

Un projet de vente qui passe mal. Ce mardi 9 janvier en fin de matinée, à l'appel de l'intersyndicale Solidaires, FO, CFDT et CGT Finances publiques, une centaine d'agents et agentes de la direction départementale des finances publiques de Maine-et-Loire (DDFIP 49) a sorti banderoles et slogans devant le siège de l'institution, situé dans un hôtel particulier, rue Talot à Angers (Maine-et-Loire).

Raison de la colère : le projet, porté par Michel Derrac, le directeur départemental des finances publiques de Maine-et-Loire, de vendre un bâtiment actuellement occupé par plus de 80 personnes travaillant aux finances publiques et situé boulevard Henri-Arnauld, dans le quartier de la Doutre.



Michel Derrac, directeur départemental des finances publiques de Maine-et-Loire. | ARCHIVES OUEST-FRANCE

« Ensardiner les agents »

Objectif, à terme, c'est-à-dire d'ici trois à quatre ans : rapatrier une vingtaine de personnels dans les locaux de la rue Talot et le reste, à la cité administrative. Une pilule difficile à avaler pour les syndicats, pour qui l'opération, à laquelle ils s'opposent « **fermement** », « **vise à « ensardiner » les agents » dans les bâtiments C et D** » de la place La-Fayette.

Dans ces locaux, sur trois étages, une cinquantaine de personnels de la DDFIP 49 travaillent actuellement. « **Le directeur envisage de réduire les espaces déjà contraints pour accueillir a minima 70 personnes par étage**, poursuit l'intersyndicale. **On voit mal comment une telle opération ne dégraderait pas de façon irréversible les conditions de travail de l'ensemble de nos collègues.** »

« Dédramatiser tout cela »

De son côté, Michel Derrac appelle à « **dédramatiser tout cela** » et invoque « **des orientations nationales qui ont instauré une nouvelle conception des espaces de travail** ». Le tout, en résonance avec la volonté du gouvernement de réduire de 25 % les surfaces occupées par l'administration. Pour faire des économies.

Pour le directeur départemental, le projet local s'inscrit « **complètement** » dans ce cadre. Il évoque également « **une démarche d'écoresponsabilité ; on utilise les seuls locaux qui sont nécessaires. Pendant deux ans, nous avons engagé le réaménagement d'un bâtiment de la cité administrative pour 3,2 millions d'euros. Maintenant, on a intérêt à densifier les surfaces, de façon à mettre plus d'agents par étage.** »